

SENAT

REPUBLIQUE DU CONGO

Unité – Travail – Progrès

***R*APPORT N°40**

DE LA COMMISSION ECONOMIE ET FINANCES

RELATIF

**A L'EXAMEN DU PROJET DE LOI PORTANT
APPROBATION DU CONTRAT DE PARTAGE
DE PRODUCTION MARINE XXVIII**

TROISIEME LEGISLATURE

**SEPTIEME SESSION ORDINAIRE (BUDGETAIRE)
DU 15 OCTOBRE 2019**

X

SOMMAIRE

INTRODUCTION ----- P. 3

I- PRESENTATION DE L'AFFAIRE ----- P. 4

II- EXAMEN DE L'AFFAIRE ----- P. 7

CONCLUSION ----- P.11

INTRODUCTION

La Commission Economie et Finances du Sénat s'est réunie les 11 et 16 décembre 2019, dans la salle latérale puis la salle 102 banquet du Palais des Congrès sous la direction du Vénérable Sénateur **Jean Marie ANDZIBA EPOUMA**, son Président, pour examiner le projet de loi portant approbation du contrat de partage de production Marine XXVIII.

Le Sénat est la deuxième Chambre saisie.

Ont pris part aux travaux, les Vénérables Sénateurs :

Paul Stanislas NGUIE	: Premier Vice-Président
Antoine BANVIDI	: Deuxième Vice-Président
Aristide NGAKOSSO NGAMA	: Rapporteur
Jean Serge KENTOUA	: Secrétaire
Théophile ADOUA	: Membre
Athanase MAKAYA MAKOUNDI	: Membre
Martin Nicaise MAKOSSO	: Membre
Bernard MBATCHI	: Membre
Anastasie MOUDOUEMA BATSELILI	: Membre
Joséphine MOUNTOU-BAYONNE	: Membre.

Excusé, le Vénérable Sénateur	:
Jean Nicolas MOUNGALA	: Membre. X

I- PRESENTATION DE L'AFFAIRE

La République du Congo a signé le 23 juin 2019 avec la Société Nationale des Pétroles du Congo et la société Perenco Congo S.A, la société Africa Oil & Gas Corporation et la société Petro Congo S.A, le contrat de partage de production Marine XXVIII, dont le permis d'exploration d'hydrocarbures liquides ou gazeux avait été attribué par décret n°2018-487 du 26 décembre 2018.

A la date d'attribution du permis, le groupe contracteur est constitué ainsi qu'il suit :

- Société Nationale des Pétroles du Congo : 15% (titulaire) ;
- société Perenco Congo S.A : 75% (opérateur).
- société Africa Oil & Gas Corporation : 5%.
- société Petro Congo S.A : 5%.

La zone d'exploration d'hydrocarbures liquides ou gazeux dit « Marine XXVIII » se situe en zone offshore à environ 20 km de la côte et s'étend sur une superficie de 280,7km²

Le programme minimum des travaux à réaliser sur la zone du permis d'exploration Marine XXVIII est fixé ainsi qu'il suit :

Première période (4 ans)

- études d'impacts environnementales et sociales ;
- acquisition sismique 3D
- forage d'un (1) puits ferme et projet early production.

Deuxième période (3 ans) : programme de développement fast track NONGO :

- forage d'un (1) puits ferme ;
- installation d'une plateforme de type jackup
- raccordement et projet early production.

Troisième période (3 ans).

- études de prospectivité du permis ;
- forage d'un (1) puits ferme.

Les paramètres fiscaux sont établis sur deux périodes déterminées ainsi qu'il suit :

- la première période commençant à la date d'effet du contrat et allant jusqu'au mois calendaire, au cours duquel la production nette cumulée depuis la date d'effet atteint dix millions de barils ;
- la seconde période commençant à la fin de la première période et se terminant à la fin du contrat ;
- la redevance minière est fixée à 15% ;
- le budget des audits est fixé « at cost », permettant ainsi de couvrir efficacement les audits des coûts pétroliers ;
- le budget formation est fixé à cinquante mille (50.000) dollars américains par an ;
- le contracteur est assujéti au paiement de la redevance superficière ;
- les provisions constituées seront placées dans un compte séquestre à la caisse des dépôts et de consignation. L'utilisation du compte sera soumise à la signature conjointe du contracteur et du Congo.

Les paramètres de partage de la production, applicables au permis d'exploration Marine XXVIII, sont tels que prévus dans les tableaux 1 et 2 ci-après :

Tableau 1.1 : Pour la première période :

	Etat	Contracteur
Excess cost oil	70%	30%
Profit oil	40%	60%
Cost stop	60%	
Redevance minière	15%	

Tableau 2 : Pour la première période :

	Etat	Contracteur
Excess cost oil	75%	25%
Profit oil	60%	40%
Cost stop	45%	
Redevance minière	15%	

A

L'attribution du permis d'exploration Marine XXVIII a donné lieu au paiement par la société Perenco Congo S.A d'un ticket d'entrée d'un montant de quatre millions (4.000.000) ^{de dollars} en décembre 2017, conformément au protocole d'accord signé avec la République du Congo le 11 décembre 2017.

La publication du contrat au journal officiel donnera lieu au paiement d'un bonus de signature de 2,5 millions de dollars américains, comprenant un million de dollars au titre des projets sociaux. Les modalités de versement par tranche de ce bonus sont :

- une première tranche de 1.000.000 de dollars américains payable dans les trente (30) jours suivant l'entrée en vigueur du contrat de partage de production ;
- une deuxième tranche de 500.000 dollars américains payable dans les trente (30) jours du deuxième anniversaire de l'entrée en vigueur du contrat de partage de production ;
- une troisième tranche d'un montant de 500.000 dollars américains pour la réalisation de projets sociaux que le contracteur s'engage à financer pour l'ensemble de la durée du contrat ;
- une quatrième tranche d'un montant de 500.000 dollars américains pour la réalisation de projets sociaux complémentaires que le contracteur s'engage à financer à partir du début de l'année suivant l'attribution du premier permis d'exploitation sur le permis, le cas échéant.

Les coûts de ces bonus et de ces projets sociaux ne constituent pas des coûts pétroliers récupérables au sens du contrat de partage de production.

II- EXAMEN DE L'AFFAIRE

Dans le cadre de l'examen de cette affaire, la Commission a reçu en audition dans la salle 102 banquet du Palais des Congrès, le 16 décembre 2019 de 14 h 40 à 17 h 30, Monsieur **Jean Marc THYSTERE TCHICAYA**, Ministre des Hydrocarbures, qui a fait un exposé liminaire avant de répondre aux préoccupations et aux questions des Vénérables Sénateurs membres de la Commission.

II-1- EXPOSE LIMINAIRE DU DES HYDROCARBURES.

Présentant le projet de loi portant approbation du contrat de partage de production Marine XXVIII, Monsieur **Jean Marc THYSTERE TCHICAYA**, Ministre des Hydrocarbures a rappelé que la République du Congo a signé le 23 juin 2019 avec la Société Nationale des Pétroles du Congo et la société Perenco Congo S.A, la société Africa Oil & Gas Corporation et la société Petro Congo S.A, le contrat de partage de production Marine XXVIII, dont le permis d'exploration d'hydrocarbures liquides ou gazeux avait été attribué par décret n°2018-487 du 26 décembre 2018.

A la date d'attribution du permis, le groupe contracteur est constitué ainsi qu'il suit :

- Société Nationale des Pétroles du Congo : 15% (titulaire) ;
- société Perenco Congo S.A : 75% (opérateur).
- société Africa Oil & Gas Corporation : 5%.
- société Petro Congo S.A : 5%.

II -2 - PREOCCUPATIONS DES VENERABLES SENATEURS MEMBRES DE LA COMMISSION A L'ENDROIT DU MINISTRE DES HYDROCAUBURES.

PREOCCUPATIONS

- 1- Le faible montant du bonus pétrolier de 2,5 millions de dollars américains, dont un million de dollar au titre des projets sociaux.
- 2- La nature des projets sociaux et leur répartition géographique.

- 3- Le contenu local : l'intérêt participatif minimal des sociétés privées nationales conformément à l'article 143 du code des hydrocarbures.
- 4- L'opérationnalité de la caisse de dépôts et de consignation et le dépôt des provisions pour travaux abandon dès la first oil.

II-3- REPONSES DU MINISTRE DES HYDROCARBURES AUX PREOCCUPATIONS DES VENERABLES SENATEURS MEMBRES DE LA COMMISSION.

REPONSES AUX PREOCCUPATIONS.

1- Sur le faible montant du bonus pétrolier de 2,5 millions de dollars américains, dont un million au titre des projets sociaux.

Le bonus (attribution du permis plus publication du contrat y relatif au *XXVII* Journal Officiel) est évalué à 5.5 millions pour les deux (2) permis et *Misère* Marine XXVIII.

2- Sur la nature des projets sociaux et leur répartition géographique.

Les projets sociaux, comme le nom l'indique, sont des projets au bénéfice direct des populations. Ils ont pour objectif principal l'amélioration des conditions de vie des populations ainsi que leur autonomisation.

Ces projets sont déterminés suivant les besoins exprimés par le Gouvernement. La répartition géographique n'est pas fixe. Elle dépend des besoins exprimés et des priorités du Gouvernement.

3- Sur le contenu local : l'intérêt participatif minimal des sociétés privées nationales conformément à l'article 143 du code des hydrocarbures.

Quoique faible, les sociétés privées nationale détiennent des intérêts participatifs dans ces permis. Il s'agit de :

- | | |
|--------------------------------|----|
| - Africa Oil&Gaz Corporation : | 5% |
| - Petro Congo S.A. : | 5% |

X

Sachant que l'industrie pétrolière a beaucoup ralenti en raison des cours du brut, que l'exploration pétrolière dans le cadre des contrats de partage de production s'effectue en « sole risk » (c.à.d. au seul risque du contracteur sans possibilité de remboursement en cas de non découverte d'hydrocarbures) mais également en raison des obligations de participation au financement des opérations pétrolières, nous estimons qu'il s'agit ici de la raison qui a incité les sociétés privées nationales, soit à ne pas répondre massivement aux appels d'offres relatives à la constitution du contracteur, soit à limiter leurs risques en ne prenant que des faibles parts.

4- Sur l'opérationnalité de la caisse de dépôts et de consignation et le dépôt des provisions pour travaux d'abandon dès la first oil.

La caisse de dépôts et de consignation a été créée par loi n°2-2014 du 6 janvier 2014. Cette caisse a quelques difficultés à fonctionner du fait de l'absence de provision.

Dans la pratique, les sociétés ont toujours constitué et logé les provisions pour travaux d'abandon dans des banques à l'étranger. Ces provisions généraient des intérêts qui échappaient totalement au circuit financier de la République du Congo.

L'administration des hydrocarbures a décidé de mettre fin à cette pratique, particulièrement du fait que nous avons des banques de réputation internationale et tout à fait crédibles en République du Congo.

Il s'agit, ici donc, d'une avancée majeure de la mise en œuvre du Code des Hydrocarbures et de la loi n° 4-98 du 28 août 1998 fixant les obligations des sociétés pétrolières en matière de démantèlement des installations de production des hydrocarbures et de réhabilitation des sites, du décret n° 99-98 du 14 juin 1999 fixant les modalités de gestion des dépôts de garantie des opérations de démantèlement des installations pétrolières et de réhabilitation des sites ainsi que de la loi n° 28-2016 du 12 octobre 2016 portant code des hydrocarbures.

S'agissant des modalités de constitutions des provisions pour les travaux d'abandon dès la first oil, la pratique dans l'industrie pétrolière stipule que le démarrage de la constitution des provisions pour abandon s'effectue lorsque 75% de réserve du permis ont été exploités. Il en est ainsi dans tous nos anciens contrats de partage de production.

Cependant, l'administration des hydrocarbures a décidé d'apporter un changement à cette règle : la constitution des provisions pour abandon doit démarrer à compter de la première goutte d'huile (first oil). Cette disposition permet d'avoir une provision conséquente qui permet de démanteler et de remettre en état les sites pétroliers dès la fin des activités sur le permis.

CONCLUSION

Au terme des débats sur le projet de loi portant approbation du contrat de partage de production Marine XXVIII, les Vénérables Sénateurs, membres de la Commission Economie et Finances du Sénat, après l'examen du rapport de l'Assemblée Nationale sur la question, ont adopté à l'unanimité, ledit projet de loi et le présent rapport.

Aucune divergence n'a été constatée avec le rapport de l'Assemblée Nationale.

Le vote a donné les résultats suivants :

▪ Inscrits	:	12
▪ Présents	:	11
▪ Excusé	:	01
▪ Votants	:	11
▪ Pour	:	11
▪ Contre	:	00
▪ Abstention	:	00.

En conséquence, les Vénérables Sénateurs, membres de la Commission Economie et Finances, demandent à la plénière du Sénat d'en faire autant.

Fait à Brazzaville, le

La Commission. 